

LE « BREXIT » ENTRE EUROPHOBIE BRITANNIQUE ET EUROSCEPTICISMES CONTINENTAUX

Yves Bertoncini | *directeur de l'Institut Jacques Delors*

RÉSUMÉ

1. Le Brexit : un choix démocratique qui relève du cas d'espèce

- Si la perspective du Brexit est un tremblement de terre pour l'UE, elle découle de la faille sismique présente dès l'origine dans les relations entre le Royaume-Uni et « l'Europe ».
- Le verdict référendaire du 23 juin n'est guère étonnant au regard de l'histoire et de la géographie si particulières du Royaume-Uni, notamment marquées par son insularité, son passé impérial, par son ouverture économique vers le grand large, etc.
- Une Constitution non écrite et une démocratie parlementaire s'accrochent mal au fonctionnement de la machine politico-administrative bruxelloise : ce sont surtout des motivations politiques de type « souverainiste » qui ont déterminé le vote des partisans du « Brexit ».
- L'europhobie crasse et récurrente de la presse populaire britannique a elle aussi joué un rôle clé dans le dénouement somme toute assez serré du scrutin du 23 juin.
- Le Royaume-Uni a attiré un nombre important de ressortissants d'autres États membres au cours de la dernière décennie, dont l'installation sur le sol britannique s'est avérée déstabilisante dans certaines villes et dans certains secteurs économiques.
- L'UE a entrepris de réguler et d'encadrer les activités financières après la crise de 2007-2008 : cet activisme bienvenu a suscité des réactions de rejet du côté de l'influente City de Londres, tout en donnant du crédit à la fable selon laquelle le Royaume-Uni serait gouverné depuis Bruxelles.
- D'autres facteurs conjoncturels sans lien direct avec l'appartenance à l'UE ont joué un rôle déterminant dans le résultat du référendum, et notamment la défiance vis-à-vis des élites politiques et financières nationales.

2. L'europhobie britannique ne saurait être confondue avec les euroscepticisms continentaux

- Le tremblement de terre du « Brexit » donnera naturellement lieu à des « répliques » dans d'autres pays européens, y compris en stimulant les appels à des référendums nationaux d'appartenance à l'UE, dont l'organisation reste hypothétique à ce stade.
- Il faut distinguer « l'euroscepticisme », c'est-à-dire la critique de l'UE et la dégradation notable de son image, et « l'europhobie », c'est-à-dire la volonté de la quitter.
- L'image de l'UE et le degré de confiance que ses citoyens éprouvent à son égard ont subi un déclin marqué entre 2005 et 2015 dans la plupart des États membres.
- La crise politique actuelle traduit la progression de plusieurs euroscepticisms : à titre d'exemple, l'UE a été perçue comme porteuse d'un excès d'austérité en Grèce et en Irlande, mais comme l'organisatrice d'un excès de solidarité en Finlande ou en Slovaquie.
- La perception citoyenne de l'appartenance de son pays à l'UE et des bénéfices qu'il en retire est cependant demeurée positive tout au long de la dernière décennie dans l'écrasante majorité des pays membres.
- Pour la grande majorité des États membres, « sortir de l'UE » signifierait aussi sortir de l'euro et de l'espace Schengen : cette double rupture aurait des conséquences beaucoup plus lourdes que la « simple » sortie britannique, qui apparaît déjà déstabilisante pour ce pays.
- Les premières enquêtes d'opinion publiées après le référendum britannique indiquent que les incertitudes engendrées par le « Brexit » ont contribué à renforcer la volonté d'appartenance à l'UE des peuples européens.

Même si elle doit désormais organiser son divorce avec le RU, l'UE est davantage confrontée à une « crise de copropriétaires » qui se disputent pour revoir les règles de leur cohabitation, qu'au début d'une vague de déménagements qu'annoncerait le futur « Brexit ».

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
1. Le « Brexit » : un choix démocratique qui relève du cas d'espèce	3
1.1. Les causes structurelles du « Brexit »	3
1.2. Les déterminants conjoncturels du « Brexit »	4
2. L'europhobie britannique ne saurait être confondue avec les euroscepticisms continentaux	6
2.1. Des euroscepticisms qui traduisent la dégradation de l'image de l'UE	6
2.2. Une volonté d'appartenance à l'UE qui demeure largement majoritaire	9
CONCLUSION	11
SUR LES MÊMES THÈMES...	12

TABLE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX

TABLEAU 1 ► Pourquoi les partisans du « Brexit » ont voté pour la sortie	4
TABLEAU 2 ► L'eupéanisation de la législation nationale dans huit États membres de l'UE selon les secteurs d'activité (1986-2005)	5
GRAPHIQUE 1 ► L'image de l'UE : perception dans les 28 États membre (2005-2015)	7
GRAPHIQUE 2 ► L'appartenance à l'UE : perception dans les 28 États membres (2005-2015)	8
GRAPHIQUE 3 ► Attitudes à l'égard d'une Union économique et monétaire avec une seule monnaie, l'euro	9
GRAPHIQUE 4 ► L'évolution du jugement sur l'appartenance de son pays à l'Union européenne (% de réponses « plutôt une bonne chose »)	10

Une version plus courte de ce Policy paper a été publiée dans le numéro d'octobre-novembre n° 602 de *La Revue de l'Union européenne* (Dalloz).

INTRODUCTION

Le vote britannique en faveur d'une sortie de l'Union européenne (UE) a suscité une multitude de réactions dont se dégage la prophétie selon laquelle le « Brexit » serait le point de départ d'un processus de désintégration de la construction européenne. Compte tenu des nombreux autres défis, notamment externes, auxquels l'UE est confrontée, et qui nécessitent une mobilisation commune de ses États membres et de ses peuples, il est salutaire de souligner que le « Brexit » relève en réalité du cas d'espèce, et que l'europhobie exprimée par une majorité du peuple britannique ne saurait être confondue avec les poussées eurosceptiques contradictoires observables dans l'ensemble du continent européen.

1. Le « Brexit » : un choix démocratique qui relève du cas d'espèce

Il ne faut pas minimiser la portée de la « tectonique des plaques » ayant favorisé le vote en faveur du « Brexit », qui traduit une interrogation identitaire des Européens, et plus largement des Occidentaux, envers une ouverture économique, politique et migratoire à la fois indispensable et perturbante. Si le « Brexit » est un tremblement de terre pour l'UE, il est cependant survenu en raison de la faille sismique présente dès l'origine dans les relations entre le Royaume-Uni et « l'Europe ».

1.1. Les causes structurelles du « Brexit »

“RENDRE À SHAKESPEARE CE QUI EST À SHAKESPEARE” EN METTANT EN EXERGUE LES SPÉCIFICITÉS DU VERDICT RÉFÉRENDAIRE DU 23 JUIN 2016”

La campagne référendaire britannique a naturellement été suivie par les autres peuples européens, qui ont parfois eu le sentiment de « voter par procuration ». Elle s'est focalisée sur des enjeux qui continueront à être au centre des débats dans la plupart des États membres comme à Bruxelles, tels la répartition et l'exercice des pouvoirs entre l'UE et les capitales nationales et la libre circulation des personnes et des travailleurs. Pour autant, il importe de bien « rendre à Shakespeare ce qui est à Shakespeare » en mettant en exergue les spécificités du verdict référendaire du 23 juin 2016.

Ce verdict référendaire n'est guère étonnant au regard de l'histoire et de la géographie si particulières du Royaume-Uni, notamment marquées par son insularité, son passé impérial, par son ouverture économique vers le grand large - le RU est l'un des rares États membres à faire moins de la moitié de son commerce extérieur avec l'UE. Guère étonnant non plus au regard de sa perception de grande puissance pouvant naviguer seule dans la mondialisation ou de sa courageuse résistance au nazisme, qui explique pourquoi les électeurs britanniques plus âgés ne sont pas aussi « europhiles » que ceux des autres pays de l'UE.

“ LE RU EST L'UN DES RARES ÉTATS MEMBRES À FAIRE MOINS DE LA MOITIÉ DE SON COMMERCE EXTÉRIEUR AVEC L'UE ”

Le « Brexit » n'est guère étonnant non plus compte tenu de l'enracinement d'une Constitution non écrite et d'une démocratie parlementaire qui s'accommodent mal du fonctionnement de la machine politico-administrative bruxelloise : les enquêtes post électorales disponibles indiquent d'ailleurs que ce sont surtout des motivations politiques de type « souverainiste » qui ont déterminé le vote des partisans du « Brexit », et à titre plus subsidiaire des motivations économiques (voir Tableau 1)¹.

TABLEAU 1 ► Pourquoi les partisans du « Brexit » ont voté pour la sortie

RAISONS	%
« Les décisions relatives au Royaume-Uni doivent être prises au Royaume-Uni »	49%
Sortir « offrirait la meilleure chance au Royaume-Uni de contrôler à nouveau son immigration et ses propres frontières »	33%
Rester aurait impliqué de ne pas avoir le choix sur « les modalités d'élargissement ou d'augmentation des compétences de l'UE dans les années à venir »	12%
« En matière de commerce et d'économie, le Royaume-Uni gagnerait davantage à être hors de l'UE qu'à en être membre »	6%

Source : Lord Ashcroft, "How the United Kingdom voted on Thursday... and why", Lord Ashcroft Polls, 24 juin 2016.

1.2. Les déterminants conjoncturels du « Brexit »

“ AVEC LE REcul, ON POURRAIT PRESQUE DIRE QUE LA GREFFE BRITANNIQUE À 'L'EUROPE' N'A JAMAIS COMPLÈTEMENT PRIS ”

Cause ou conséquence, il va de soi que l'europhobie crasse et récurrente de la presse populaire britannique a elle aussi joué un rôle clé dans le dénouement somme toute assez serré du scrutin du 23 juin. Avec le recul, on pourrait presque dire que la greffe britannique à « l'Europe » n'a jamais complètement pris, comme en témoignait déjà l'organisation d'un premier référendum d'appartenance en 1975, soit seulement deux ans après l'adhésion du Royaume-Uni à la CEE...

Au moins deux autres facteurs plus conjoncturels mais tout aussi britanniques ont également joué un rôle clé dans la victoire des partisans d'une sortie de l'UE. D'une part le fait que, à la différence de pays comme la France, le Royaume-Uni a attiré un nombre important de ressortissants d'autres États membres au cours de la dernière décennie, dont l'installation sur le sol britannique s'est avérée déstabilisante dans certaines villes et dans certains secteurs économiques. D'autre part le fait que l'UE ait entrepris de réguler et d'encadrer les activités financières après la crise de 2007-2008 : cet activisme bienvenu a suscité des réactions de rejet du côté de l'influente City de Londres, tout en donnant du crédit à la fable (voir Tableau 2) selon laquelle le Royaume-Uni serait gouverné depuis Bruxelles².

1. Sur ce point, voir par exemple « How the UK voted and why ? » Lord Ashcroft Institute, June 2016, General comments : <http://lordashcrofthpolls.com/2016/06/how-the-united-kingdom-voted-and-why/>
2. Sur cet enjeu, voir Yves Bertoncini, « L'UE et ses normes : prison des peuples ou cages à poules ? », Policy paper n° 112, Institut Jacques Delors, mai 2014.

TABLEAU 2 ► L'européanisation de la législation nationale dans huit États membres de l'UE selon les secteurs d'activité (1986-2005)

PROPORTION	SECTEURS CONCERNÉS
Entre 30 et 40%	Agriculture Banque et Finance Environnement
Entre 20 et 30%	Énergie Technologie Affaires internationales Transports Macro-économie Commerce extérieure Santé
Entre 10 et 20%	Droits civiques Travail « Government operations » « Law »
Entre 0 et 10%	« Public lands » Éducation Protection sociale Logement Défense

Source : Yves Bertoncini, « L'UE et ses normes : prison des peuples ou cages à poules ? », *Policy paper n° 112*, Institut Jacques Delors, mai 2014. Données : Thomas König et Lars Mäder, in Sylvain Brouard, Olivier Costa and Thomas König, *The Europeanization of domestic legislature*, op. cit. Les huit pays évalués dans cet ouvrage sont l'Allemagne, l'Autriche, l'Espagne, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Suisse.

D'autres facteurs conjoncturels sans lien direct avec l'appartenance à l'UE ont par ailleurs joué un rôle déterminant dans le résultat du référendum, et notamment la défiance vis-à-vis des élites politiques et financières nationales, les luttes de pouvoir internes au parti conservateur et le faible engagement du nouveau leader travailliste Jeremy Corbyn. David Cameron porte par ailleurs une lourde responsabilité dans la victoire du « Brexit » : non seulement parce qu'il a passé trois ans et demi à dire qu'il n'était « ni pour ni contre » l'appartenance de son pays à l'UE, avant de soudainement faire campagne contre une sortie qu'il présentait comme apocalyptique ; mais aussi parce qu'il a commis l'erreur stratégique d'accréditer l'idée que son pays n'était plus influent au niveau communautaire et qu'il subissait les choix de l'UE plus qu'il ne les façonnait, un message subliminal guère attractif pour ses concitoyens.

“ LES PARTISANS
DU BREXIT ONT PU
CAPITALISER SUR LA
DÉGRADATION DE L'IMAGE
DE L'UE ”

Last but not least, les partisans du Brexit ont pu capitaliser sur la dégradation de l'image de l'UE, liée à la grande difficulté de ses leaders à apporter des réponses rapides et efficaces aux crises qu'elle affronte depuis une décennie (crise financière, crise de la zone euro et crise des réfugiés notamment). Vue des campagnes anglaises, l'UE a été perçue comme un Titanic slalomant péniblement entre de multiples icebergs, et dont les 28 capitaines se querellent continuellement - ce qui n'a pu qu'encourager une majorité des passagers britanniques à quitter le navire...

2. L'europhobie britannique ne saurait être confondue avec les euroscepticisms continentaux

Le tremblement de terre du « Brexit » donnera naturellement lieu à des « répliques » dans d'autres pays européens, y compris en stimulant les appels à des référendums nationaux d'appartenance à l'UE, dans un contexte marqué par la montée des euroscepticisms.

Il est remarquable que cette prédilection pour le référendum est souvent professée par des forces politiques minoritaires, qui ne parviennent pas à conquérir le pouvoir par les voies de la démocratie représentative, faute de disposer de la confiance d'une majorité des citoyens de leurs pays. Il ne tient qu'à elles de gagner les prochaines élections et de former le gouvernement de leur pays afin d'organiser tel ou tel référendum d'appartenance, ce qui semble plutôt hypothétique à ce stade.

Sur ces bases, il s'agit surtout de se demander si de tels référendums d'appartenance auraient une chance d'être gagnés par les partisans d'une sortie de l'UE. La réponse peut s'avérer positive si l'on part du constat que, comme le récent référendum britannique et l'ensemble des consultations référendaires, les votes ne porteraient pas seulement sur l'appartenance à l'UE mais sur celui ou celle qui pose la question et sur un ensemble d'éléments liés au contexte politique, économique et international. Si on limite l'analyse aux seuls enjeux européens, il y a cependant lieu d'être beaucoup plus mesurés quant à l'issue de tels référendums : cela suppose de distinguer « l'eurosepticisme », c'est-à-dire la critique de l'UE et la dégradation notable de son image, et « l'europhobie », c'est-à-dire la volonté de la quitter³, à la lumière des sondages Eurobaromètres réalisés au cours de la dernière décennie.

2.1. Des euroscepticisms qui traduisent la dégradation de l'image de l'UE

“ UN 'EUROSEPTICISME' QUI A D'AUTANT PLUS PROGRESSÉ QU'IL S'EST NOURRI DE MOTIVATIONS DIAMÉTRALEMENT OPPOSÉES ”

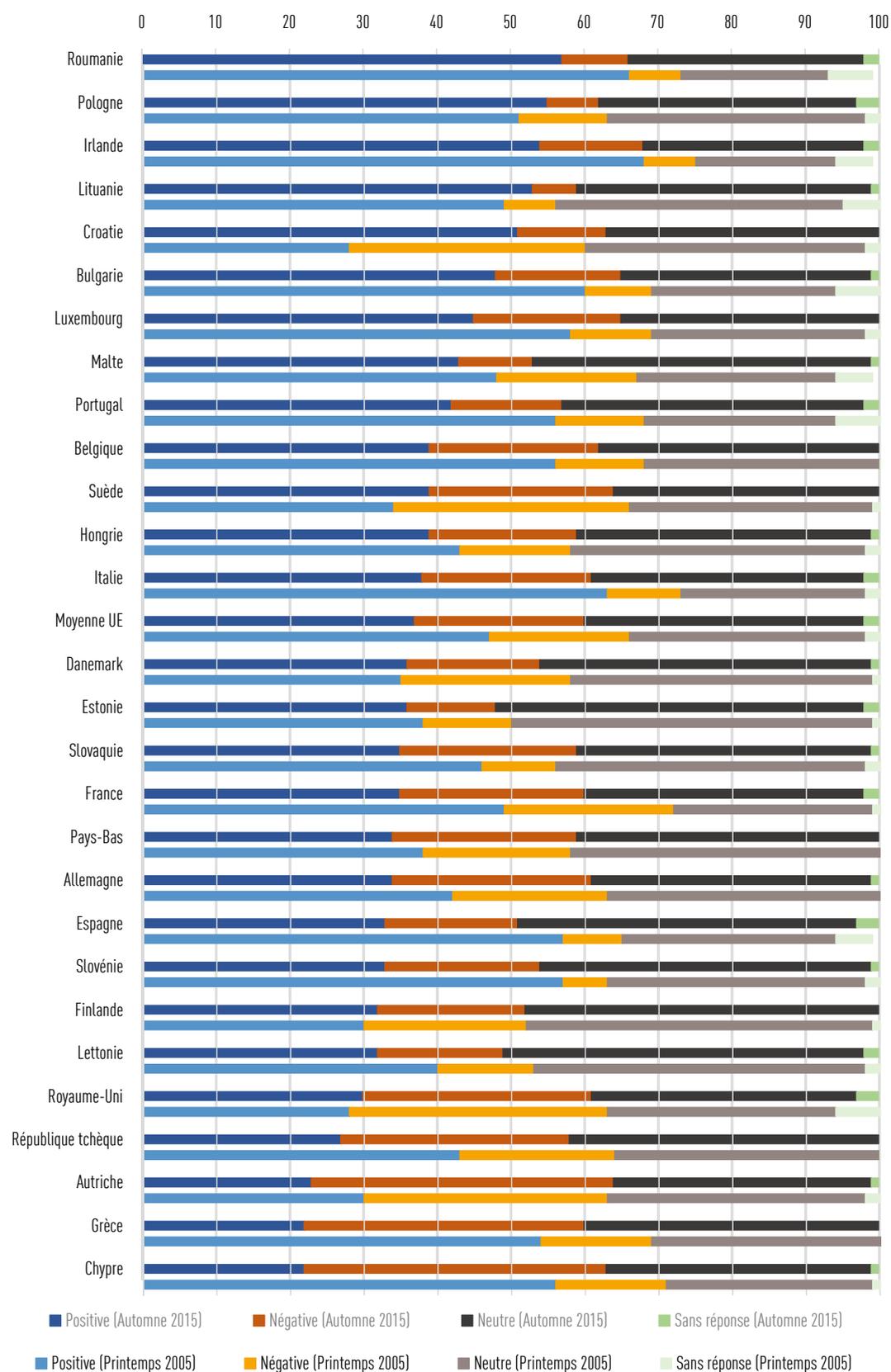
Le premier enseignement politique de ces sondages « Eurobaromètres » est que l'image de l'UE et le degré de confiance que ses citoyens éprouvent à son égard ont subi un déclin marqué entre 2005 et 2015 dans la plupart des États membres - de l'ordre de 10 points en moyenne pour la première et de plus de 15 points en moyenne pour le second (voir Graphique 1)⁴. Cette baisse prononcée est la traduction directe des crises qui ont frappé l'UE au cours de la dernière décennie, mais aussi des divisions et attermolements qui ont caractérisé la réaction de l'UE face à ces crises. Elle traduit un « euroscepticisme » qui a d'autant plus progressé qu'il s'est nourri de motivations diamétralement opposées - et donc en réalité la progression de plusieurs euroscepticisms.

À titre d'exemple, l'UE a été perçue comme porteuse d'un excès d'austérité dans les pays sous assistance financière comme la Grèce ou l'Irlande, mais aussi et dans le même temps comme l'organisatrice d'un excès de solidarité dans des pays comme la Finlande ou la Slovaquie. L'UE y a perdu sur les deux tableaux et mettra naturellement du temps pour redorer son blason et regagner la confiance perdue auprès de ses citoyens, d'autant plus qu'une logique clivante comparable semble être à nouveau à l'œuvre face à la crise des réfugiés : l'« Europe » est majoritairement perçue comme trop ouverte et solidaire dans des pays comme la Hongrie et la Pologne, et au contraire comme trop fermée et égoïste en Suède et en Allemagne.

3. Sur cette distinction, voir Yves Bertoncini et Nicole Koenig, « Euroscepticisme ou europhobie : protester ou sortir ? », *Policy paper n° 121*, Institut Jacques Delors, novembre 2014.

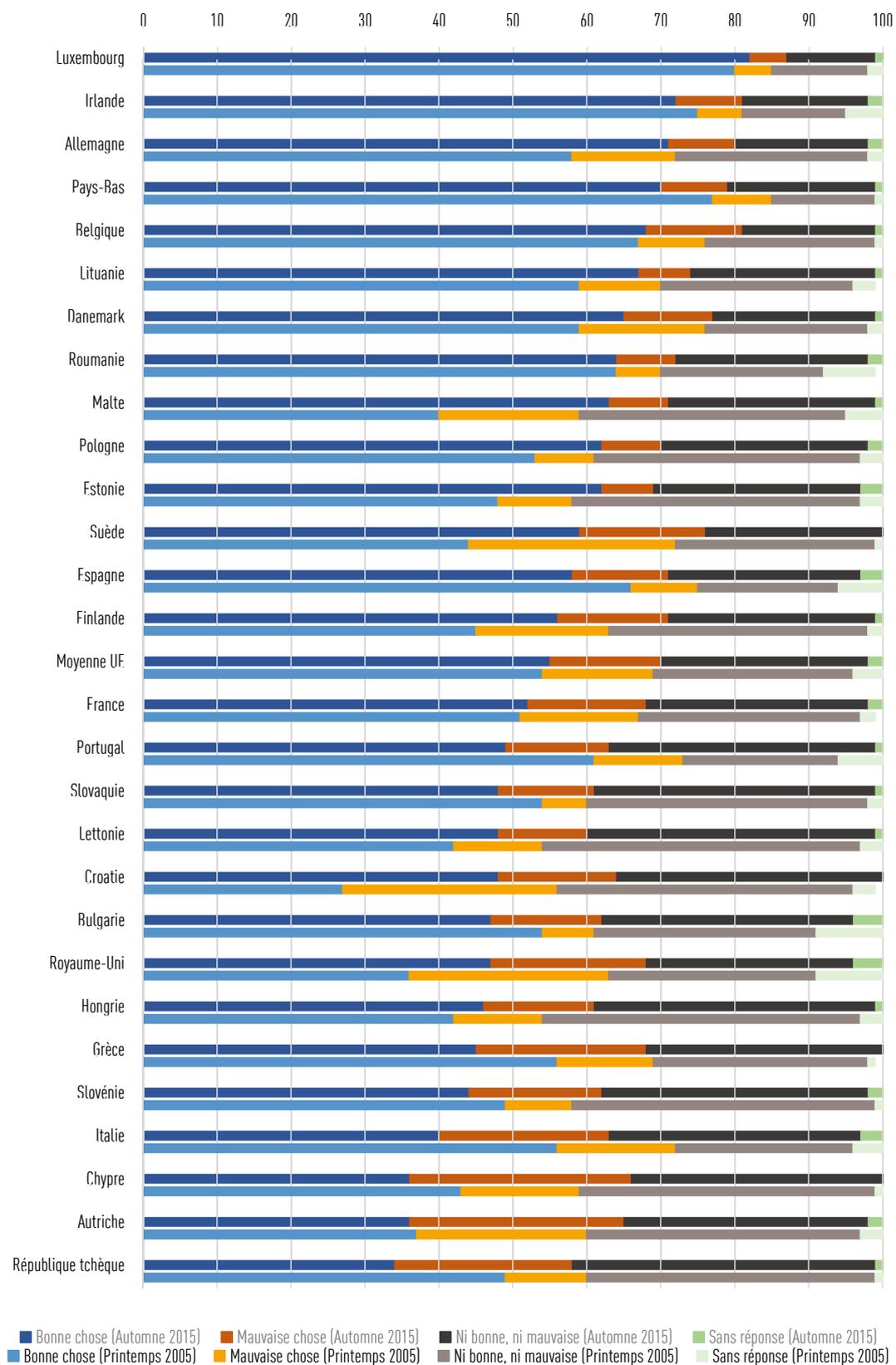
4. Pour plus de précisions, voir Daniel Debomy, « L'UE malgré tout ? Les opinions publiques européennes face aux crises (2005-2015) », *Études & Rapports n° 111*, Institut Jacques Delors, juin 2016.

GRAPHIQUE 1 ► L'image de l'UE : perception dans les 28 États membre (2005-2015)



Source : Daniel Debomy, « L'UE malgré tout ? Les opinions publiques européennes face aux crises (2005-2015) », Études & Rapports n° 111, Institut Jacques Delors, juin 2016.

GRAPHIQUE 2 ► L'appartenance à l'UE : perception dans les 28 États membres (2005-2015)



Source : Daniel Debomy, « L'UE malgré tout ? Les opinions publiques européennes face aux crises (2005-2015) », *Études & Rapports n° 111*, Institut Jacques Delors, juin 2016.

2.2. Une volonté d'appartenance à l'UE qui demeure largement majoritaire

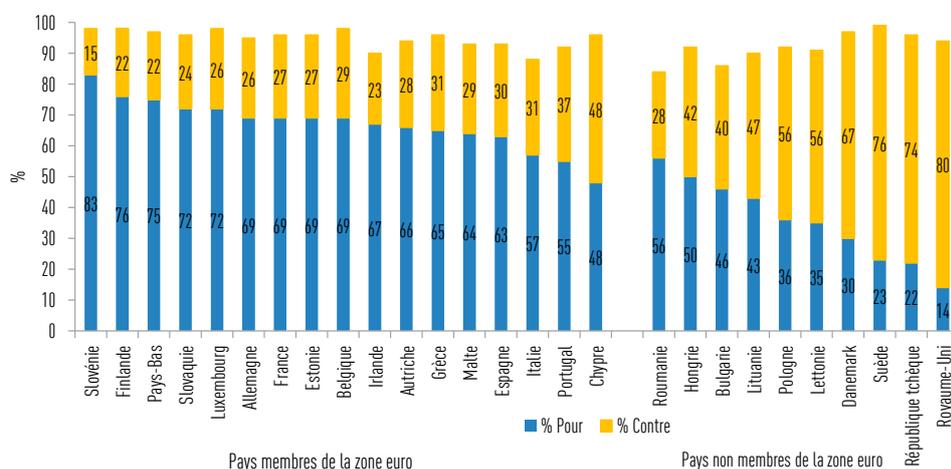
Le deuxième enseignement politique des Eurobaromètres est cependant que la perception citoyenne de l'appartenance de son pays à l'UE et des bénéfices qu'il retire de cette appartenance est demeurée positive tout au long de la dernière décennie dans l'écrasante majorité des pays membres, et qu'elle s'avère même plus positive en 2015 qu'en 2005 dans une douzaine de ces pays. L'idée selon laquelle appartenir à l'UE serait une « mauvaise chose » était partagée par moins de 30% des citoyens dans l'ensemble des 28 pays de l'UE à la fin de l'année 2015 (voir Graphique 2).

La volonté de continuer à faire partie de l'UE apparaît dès lors solidement ancrée pour une majorité de citoyens de l'ensemble des États membres, même si elle n'exclue naturellement pas l'expression de vives critiques quant à la manière dont l'UE fonctionne ou décide. Le cas des peuples d'Europe centrale et orientale est très significatif de l'évolution contrastée des opinions publiques européennes : plus eurosceptiques que dans le passé sans doute, mais certainement pas désireuses de quitter une UE qui leur apporte tant, y compris une libre circulation remise en cause en Grande-Bretagne.

“ CETTE CONTRADICTION EN TROMPE L'ŒIL ENTRE EUROSEPTICISME ET EUROPHOBIE FAIT DIRECTEMENT ÉCHO À CELLE DÉJÀ CONSTATÉE AU MOMENT DE LA CRISE DE LA ZONE EURO ”

Cette contradiction en trompe l'œil entre euroscepticisme et europhobie fait directement écho à celle déjà constatée au moment de la crise de la zone euro⁵ : cette crise avait en fine mis en évidence un attachement populaire à l'appartenance à l'union monétaire, y compris en Allemagne et en Grèce, et donc la volonté d'assumer les droits et les devoirs liés à cette appartenance, fut-ce à contre cœur. C'est aussi cet attachement populaire qui explique pourquoi la zone euro n'a pas subi l'éclatement funeste que nombre de mauvais augures lui ont prédit pendant de nombreuses années (voir Graphique 3).

GRAPHIQUE 3 ▶ Attitudes à l'égard d'une Union économique et monétaire avec une seule monnaie, l'euro

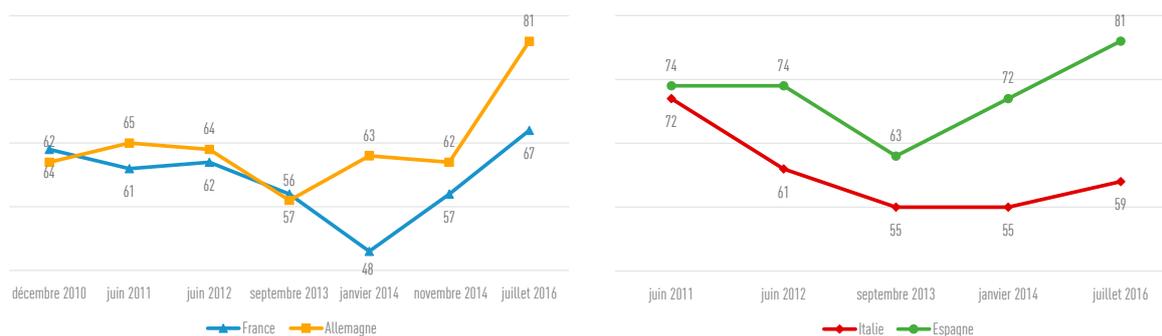


Source : données Eurobaromètre, citées dans Daniel Debomy, « L'UE non, l'euro oui ? Les opinions publiques européennes face à la crise (2007-2012) », Policy Paper n° 90, Institut Jacques Delors, mars 2013.

5. Voir Daniel Debomy, « L'UE non, l'euro oui ? Les opinions publiques européennes face à la crise (2007-2012) », Policy paper n° 90, Institut Jacques Delors, mars 2013.

Il y a d'ailleurs lieu de souligner que pour la grande majorité des États membres, « sortir de l'UE » signifierait aussi sortir de l'euro et de l'espace Schengen, et que cette double rupture aurait des conséquences beaucoup plus lourdes que la « simple » sortie britannique, qui apparaît déjà déstabilisante pour ce pays d'un point de vue politique et économique. À cet égard, les premières enquêtes d'opinion publiées après le référendum britannique indiquent que les incertitudes engendrées par le « Brexit » ont contribué à renforcer plus encore la volonté d'appartenance à l'UE des peuples européens (voir Graphique 4)⁶, soit une réaction totalement à rebours de l'hypothétique « effet domino » que serait supposé engendrer le verdict du 23 juin 2016.

GRAPHIQUE 4 ► L'évolution du jugement sur l'appartenance de son pays à l'Union européenne (% de réponses « plutôt une bonne chose »)



Source : Jérôme Fourquet IFOP, « Les Européens et le Brexit », Note, Fondation Jean Jaurès, 15 juillet 2016.

6. Voir Jérôme Fourquet, « Les Européens et le Brexit », Note, Fondation Jean Jaurès, 15 juillet 2016.

CONCLUSION

Même si elle doit désormais organiser son divorce avec le RU, l'UE est davantage confrontée à une « crise de copropriétaires » qui se disputent pour revoir les règles de leur cohabitation, qu'au début d'une vague de déménagements qu'annoncerait le « Brexit ». Ce constat ne doit pas conduire à sous-estimer la gravité de sa crise interne, nourrie par d'importantes divisions entre les peuples qui la composent sans avoir l'intention d'en claquer la porte, mais au moins à réfuter les pronostics annonçant la « dislocation » de la maison commune européenne.

Il est certain que l'évolution de cette crise dépendra beaucoup de la capacité des leaders européens et des citoyens de l'UE à regarder davantage vers l'extérieur de cette maison commune⁷, et d'abord vers son voisinage immédiat devenu particulièrement instable. C'est aussi parce qu'ils auront su promouvoir une vision plus extravertie de la construction européenne qu'ils pourront trouver les raisons de persévérer de manière plus sereine et résolue dans un rapprochement dont l'issue déterminera pour une bonne part le destin des Européens au 21^{ème} siècle.

7. Sur ce registre, voir par exemple Enrico Letta et Yves Bertoncini & alii, « Plus forts ensemble – même à 27 ! », *Tribune - Le Mot*, Institut Jacques Delors, 16 septembre 2016.

PLUS FORTS ENSEMBLE – MÊME À 27 !

Enrico Letta et Yves Bertoncini, *Tribune - Le Mot*, Institut Jacques Delors, septembre 2016

LE « BREXIT » : DRAME BRITANNIQUE, DÉFI EUROPÉEN

Enrico Letta, Yves Bertoncini & alii, *Tribune - Le Mot*, Institut Jacques Delors, juillet 2016

RÉUSSIR LE DIVORCE BRITANNIQUE, STIMULER LE DÉSIR D'UNION

António Vitorino, *Tribune - Entretien pré-Conseil européen*, Institut Jacques Delors, juin 2016

L'UE MALGRÉ TOUT ? LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE AUX CRISES (2005-2015)

Daniel Debomy, *Etudes & Rapports n° 111*, Institut Jacques Delors, juin 2016

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE MAI 2014 : POUSSÉE EUROPHOBE OU « BUSINESS AS USUAL » ?

Yves Bertoncini, *Policy Paper n° 133*, Institut Jacques Delors, mai 2015

EUROSCEPTICISME OU EUROPHOBIE : PROTESTER OU SORTIR ?

Yves Bertoncini et Nicole Koenig, *Policy Paper n° 121*, Institut Jacques Delors, novembre 2014

L'UE ET SES NORMES : PRISON DES PEUPLES OU CAGES À POULES ?

Yves Bertoncini, *Policy paper n° 112*, Institut Jacques Delors, mai 2014

L'UE NON, L'EURO OUI ? LES OPINIONS PUBLIQUES EUROPÉENNES FACE À LA CRISE (2007-2012)

Daniel Debomy, *Policy paper n° 90*, Institut Jacques Delors, mars 2013

Directeur de la publication: Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • L'Institut Jacques Delors ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © Institut Jacques Delors

